

sans jamais porter atteinte à notre autonomie ou à notre souveraineté. Ils ont, comme à l'époque de sir Wilfrid Laurier, préconisé l'établissement de conseils impériaux, qui étudieraient toutes ces questions, afin d'en arriver à des décisions satisfaisantes, et découvrir une base commune qui permette aux membres du Commonwealth britannique d'agir de concert. Ils n'ont pas réussi à obtenir la convocation d'une conférence impériale pour traiter de la défense, du commerce et de l'immigration, et pour élaborer une politique étrangère commune.

Pendant quatre siècles la mère patrie a sauvé le monde et défendu sa liberté. A l'époque de Philippe d'Espagne, de Louis XIV, de Napoléon et à deux reprises au cours de la dernière génération, contre le Kaiser et Hitler, la mère patrie a sauvé l'humanité de la servitude et de la dictature. Or, comment agit-on aujourd'hui à l'égard de l'Allemagne et de l'Autriche? Il est inconcevable que le peuple anglais, aux règnes de la reine Victoria et de la reine Elizabeth, sous Burleigh et Palmerston, ou le peuple français sous Louis XIV, ou le peuple américain, sous Monroe ou Lincoln, auraient songé à assujettir leurs droits souverains et leurs intérêts nationaux à la domination d'un organisme international. Dans le passé, jamais on n'a entendu parler d'une telle situation. Pourquoi le sous-ministre des Affaires extérieures a-t-il préconisé à Toronto de céder notre souveraineté?

A l'époque de la controverse vénézuélienne, en 1896, un éminent premier ministre de la Grande-Bretagne, M. Arthur Balfour, déclarait dans un discours mémorable que le temps viendrait où des hommes d'Etat jouissant d'une autorité plus grande que Monroe, poseraient en principe l'impossibilité de la guerre entre les peuples de langue anglaise. Pour ma part, dans la mesure où un simple député peut s'exprimer sur ces questions, je refuse de souscrire à la liquidation de l'Empire britannique. L'Empire britannique s'est constitué, comme Jésus-Christ, le défenseur de la paix et de la sécurité du monde pendant des siècles. Après l'Eglise chrétienne, l'Empire britannique a le plus contribué au bien-être de l'humanité et a été le plus grand agent civilisateur du monde entier. Aucune institution humaine n'a plus contribué que la Grande-Bretagne depuis quatre siècles à protéger la liberté du genre humain.

Je le répète, les premiers ministres de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sont venus ici et ont réclamé une conférence avec notre Dominion en vue de créer un conseil impérial. Quelle a été notre réponse? Le Canada a répondu que nous n'avions pas d'engagements, que c'était au Parlement de décider. Puis il y eut l'assemblée de Lake-

[M. Church.]

Success. Nous devons, je crois, changer ce nom en celui de Lake-Failure (lac de la faille), car quel succès y avons-nous remporté? Aucun. L'Australie et la Nouvelle-Zélande tenaient à avoir en 1946 une conférence en vue d'étudier des questions intéressant l'Empire, mais notre pays ne leur a pas donné satisfaction.

A titre d'aîné des dominions, le Canada doit assumer la responsabilité de ses actes. C'est à lui qu'incombe la responsabilité si l'Empire n'a pas agi comme unité. L'une des raisons pour lesquelles nous n'avons rien à dire au sujet des traités de paix, c'est qu'au lieu de collaborer avec les autres Dominions et la métropole, nous avons suivi une politique d'isolement, et notre doctrine séparatiste explique pourquoi nous n'avons rien à dire touchant la question des traités de paix. Si nous avions fait preuve de solidarité nous aurions beaucoup à dire dans la conclusion du traité de paix. Clémenceau et le premier ministre de France ont déclaré que de tous les pays du monde la Grande-Bretagne est celui avec lequel il est le plus difficile de conclure un traité, à cause du grand nombre de parties qu'il compte. C'est vrai, mais nous ne faisons pas cause commune, nous n'appuyons pas la mère patrie, nous ne manifestons aucun esprit de solidarité.

Un sous-ministre de chez nous prétend que nous devrions renoncer à notre souveraineté en faveur du Conseil de sécurité. Est-ce concevable? Je désapprouve la politique du Gouvernement. Nous avons cédé des bases. Que nous serait-il arrivé lors de la dernière guerre si nous avions cédé Gibraltar, le Cap, l'extrême-Orient, le canal de Suez, Alexandrie, les Antilles et nos autres bases à travers le monde? Notre situation aurait été intenable. Le fait est que certaines pressions ont été exercées en vue de notre neutralité. Je ne conçois pas que le sous-ministre des Affaires extérieures propose que nous abandonnions notre souveraineté. Je me demande ce qui nous serait arrivé lors du dernier conflit si nous avions suivi un tel conseil. A propos du statut de l'Empire britannique, le très honorable M. Nash a recommandé la tenue de réunions pour le règlement de toutes ces questions par un conseil impérial.

Nous avons besoin d'un bon ambassadeur à Moscou. Pourquoi n'y envoyons-nous pas un homme comme le général Montgomery? Pourquoi n'adoptons-nous pas la coutume qui a été suivie à l'occasion de la guerre de Sécession, sur notre continent, alors que des soldats et des marins renommés ont démontré qu'ils pouvaient représenter très efficacement leur pays à l'étranger. La visite du maréchal Montgomery à Moscou nous a révélé les perspectives qui existent de ce côté. Il a été